

Commentaires

PACIFISME, STRATÉGIE ET TRAITÉS DE DÉSARMEMENT

par Michel KRAUSS*

L'on témoigne, depuis un an, d'un phénomène remarquable en Europe. Dans la plupart des États-membres de l'OTAN, des manifestations monstres contre l'armement nucléaire ont eu lieu. Certaines avaient pour unique objet de combattre l'implantation projetée des missiles américains "Pershing" et "Cruise" en sol européen. D'autres, moins nombreuses (et ce fait est à souligner) protestaient contre le déploiement présent et futur de missiles "SS-20" par les États du Pacte de Varsovie. Les Européens se souviennent trop bien de la dévastation de leurs pays lors de la dernière guerre mondiale pour rester insensibles à la perspective d'une nouvelle et même plus tragique conflagration. En conséquence, ce qui fut à l'origine un mouvement dirigé par quelques groupements obscurs semble avoir été transformé en une campagne populaire sans précédent. La récente manifestation devant le siège des Nations Unies à New York illustre à la fois la puissance de cette campagne et ses ramifications nord-américaines.

Dans ce contexte, les deux super-puissances se sont montrées préoccupées par l'opinion publique européenne. Ainsi, Moscou a fait publier en allemand un dépliant intitulé "L'Europe en danger" pour tenter d'élargir la brèche entre l'opinion ouest-allemande et le projet de l'OTAN. Washington a répliqué avec sa propre brochure, "Le Danger militaire", et en diffusant en direct (avec traduction simultanée en plusieurs langues) le discours présidentiel (du 18 novembre 1981) dans lequel monsieur Reagan a proposé son "option zéro". Le président Brejnev a riposté avec un interview sans précédent au prestigieux *Der Spiegel*, contestant cette option et défendant la thèse soviétique selon laquelle la parité stratégique est déjà atteinte.

* B.A., LL.L., LL.M., professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

Les gouvernements communistes sont dispensés, bien sûr, de l'obligation de convaincre leurs citoyens de l'opportunité de leurs projets d'armement¹. Il n'en va pas de même en Occident, et les dirigeants américains sont en train de réapprendre cette dure leçon avec un peu de retard. La sensibilisation de l'opinion publique devient difficile, toutefois, lorsque le sujet en litige est aussi complexe et important que celui-ci. Dans cette analyse, nous ne prétendons pas pouvoir fournir des réponses claires aux dilemmes de l'armement nucléaire. Notre but, plus modeste, est de clarifier la problématique, et de fournir une base conceptuelle qui permettra aux lecteurs d'apprécier eux-mêmes les différents points de vue de façon plus nuancée. Étant donné que les premiers pourparlers de contrôle d'armements depuis 1979 viennent de démarrer², il serait, croyons-nous, opportun de faire, dans un premier temps, un bref examen du rôle historique des traités de désarmement, quitte à situer cette perspective historique au regard des activités contemporaines des deux protagonistes de Genève. Après avoir examiné ainsi les buts stratégiques des pourparlers, nous tenterons de mettre en relief la complexité de deux aspects particuliers de la problématique nucléaire: la prétendue menace à l'Amérique du Nord; et la prétendue menace à l'Europe de l'Ouest.

* * * * *

I- Le traité de contrôle d'armements et la conjoncture actuelle

À une époque où la technologie militaire est devenue incompréhensible pour le profane, mais où sa puissance destructrice capte d'autant plus facilement son imagination pour avoir déjà été illustrée à Hiroshima, il est réconfortant de se laisser tenter par la thèse voulant que tout traité limitant les armements, quelle que soit sa teneur, fournira une garantie juridique de paix. Au risque d'agacer, nous devons rappeler que, contrairement à la croyance populaire, il est

-
1. Il est vrai que, le 5 novembre 1981, les Roumains ont manifesté massivement; toutefois, cette protestation anti-nucléaire fut orchestrée par, et non pas contre, le régime de Bucarest.
 2. Les pourparlers START (Strategic Arms Reduction Talks) se déroulent en Suisse depuis le 30 novembre 1981, de façon intermittente. L'acronyme américain vise à distinguer ces pourparlers de ceux de SALT (Strategic Arms Limitation Talks).

inexact de dire que n'importe quel traité "pacifique" vaut mieux qu'aucun traité du tout.

Les mémoires sont courtes: sinon, l'on se rappellerait que le Traité de Versailles, et les Accords sur les forces marines des années '20 et '30, étaient de loin les plus importants pactes de limitation d'armements de ce siècle. Pourtant, ils ont lamentablement échoué, lorsque mis à l'épreuve. Les pays alliés ont tout simplement refusé de reconnaître le caractère agressif des politiques étrangères allemande et japonaise des années '30. En période cruciale, les États-Unis étaient victimes d'isolationnisme, la Grande Bretagne ne croyait plus en ses obligations légales, et la France seule était trop faible pour agir. Loin de prévenir la Deuxième Guerre Mondiale, ces pactes y ont contribué, en fournissant une tentation irrésistible aux États agresseurs en puissance.

D'autre part, il existe au moins un traité de contrôle d'armements qui a manifestement réussi. Il a en effet été tellement efficace qu'on l'a largement oublié aujourd'hui, même s'il est juridiquement en vigueur. L'Accord Bagot-Rush de 1817, entre la Grande Bretagne et les États-Unis, limite toujours le niveau d'activités militaires sur les Grands Lacs. Il faut noter qu'il n'était point évident, en 1817, que ce traité réussirait: ses signataires venaient, en effet, de se livrer deux guerres, et se disputaient amèrement un vaste territoire qui deviendrait un demi-siècle plus tard le Canada. L'Accord Bagot-Rush a effectivement réduit les tensions, car (à la différence des pactes dont il est question au paragraphe précédent) il fut accompagné d'une compréhension politique des coûts et de l'essentielle futilité de la compétition militaire, d'une vigilance diplomatique, et, surtout, d'une acceptation par les deux parties du "Rule of Law" en matière de relations internationales.

Les neuf années d'application du Traité Salt I et de son successeur mort-né, le Traité Salt II³, sont, du point de vue de la paix mondiale, d'autres preuves qu'un accord sur la limitation d'armements n'a pas nécessairement un effet positif. Dans l'analyse de l'effet des "Salt", une brève revue historique s'impose.

En premier lieu, il faut se rappeler que, pendant une assez longue période avant et après la Deuxième Guerre Mondiale, l'Occident possédait le monopole en matière nucléaire (pour se rendre compte jusqu'à quel point ce fait est remarquable, il suffit de songer un instant aux conséquences d'un monopole soviétique de l'arme nucléaire...). Certains, tel le philosophe Bertrand Russell, ont alors proposé que les

3. Le traité Salt II fut négocié en 1979 et est actuellement appliqué volontairement: il est toutefois évident qu'il ne sera jamais ratifié par le Sénat américain, et qu'il demeurera juridiquement lettre morte.

États-Unis se servent de ce monopole pour transformer l'URSS (sous peine de bombardement) en régime non totalitaire. Cette voie n'a pas été choisie. En effet, à l'ombre de la création de l'ONU en 1945, et dans le calme du *post-bellum*, plusieurs physiciens ont vu dans l'arme nucléaire une garantie perpétuelle de *paix*. La dévastation certaine qui suivrait une riposte nucléaire suffisait, pensait-on, pour empêcher toute agression en violation de la Charte onusienne. En 1949, les Américains ont proposé, dans le "Plan Baruch", de consigner leur monopole nucléaire à une agence internationale pour son développement pacifique, en retour d'une renonciation bilatérale aux armements stratégiques. Le refus soviétique de considérer cette étonnante offre déclencha en réalité la "guerre froide".

Il est inutile de raconter ici le processus par lequel Moscou a acquis la technologie nucléaire. Il suffit de rappeler que, pendant une assez longue période suivant le rejet du Plan Baruch, l'arsenal soviétique ne se comparait pas à celui de Washington. En conséquence, Moscou ne pouvait pas poursuivre pleinement sa politique étrangère de base: l'exploitation de toutes les occasions pour faire installer des régimes communistes ou pro-communistes, le succès de l'entreprise prouvant la 'légalité' de l'intervention⁴. Les Soviétiques ont vite découvert que l'Occident n'allait pas les défier dans l'Est européen. Il en allait autrement dans l'Ouest; lors du blocus de Berlin en 1948 et à Cuba en 1962, l'agression de l'URSS a été repoussée par *des forces conventionnelles*. Ceci fut possible grâce à la présence, en arrière-plan, de la supériorité nucléaire américaine. De même, en Corée, seules deux menaces nucléaires secrètes du Secrétaire d'État Acheson ont amené Moscou à ralentir son invasion et à accepter une trêve. Cette politique occidentale de "containment" (ou de refoulement des visées mondiales de l'idéologie marxiste) cessa d'être efficace lorsque la menace nucléaire américaine cessa d'être crédible.

Vu dans cette perspective, le processus presque incroyable de militarisation nucléaire soviétique des dernières décennies (la plus massive augmentation d'armements dans l'histoire mondiale) est donc un

4. Les Soviétiques ont toujours admis que leur conception de la "légalité" de leurs interventions était une simple fonction de l'idéologie marxiste-léniniste. Tout assujettissement à des règles de droit contraires à cette stratégie est *lui-même* stratégique (i.e. Moscou adhèrera formellement à des règles de droit "bourgeoises", telle la Charte des Nations Unies, lorsque cette adhésion est utile pour tranquilliser les États non communistes). La franchise des juristes soviétiques à cet égard est frappante: voir par exemple, J. LIDER, *The Political and Military Laws of War*, Londres, Saxton House, 1979: nous avons recensé cet ouvrage dans (1981) 12 *Études internationales* 210.

corollaire absolument logique du projet d'exportation du communisme. La campagne d'expansion subversive de l'Union Soviétique dépend de sa puissance nucléaire. De ses conquêtes explicites (Tchécoslovaquie 1948 et 1968, Hongrie 1956, Angola 1975, Afghanistan 1980, etc.) aux nombreuses déstabilisations plus subtiles toujours en cours, la politique étrangère soviétique est consistante. Cette politique, il faut le noter, exclut toute notion de contrôle d'armements stratégiques, *sauf dans deux cas*:

a) Moscou a intérêt à conclure et à respecter un traité de limitation si l'accord conclu limite en réalité l'Ouest plus que l'Est. Dans ce cas, Moscou aura fait d'une pierre deux coups. D'une part, elle se sera donnée l'occasion juridique d'augmenter son arsenal et de "finlandiser" davantage ses proches voisins⁵. D'autre part, elle aura endormi ses adversaires irréductibles par la "magie du traité";

b) Moscou a également intérêt à conclure et à respecter un tel traité si, au contraire, ses dirigeants sont convaincus qu'un accord est réellement nécessaire pour empêcher l'Ouest de regagner sa supériorité militaire. Si elle croit que l'Occident est sérieux dans son désir de se ré-armer, et se sachant incapable de supporter le coût ruineux d'une telle course, l'Union soviétique acceptera une limitation réelle, voire une *réduction* des armements nucléaires.

La première hypothèse, en plus de relater (*mutatis mutandis*) le sort que l'histoire a réservé au Traité de Versailles, décrit bien les résultats de "Salt I" et, surtout, le processus de négociation du Traité "Salt II". Ces accords n'ont pas freiné l'expansion soviétique des années '70. Au contraire, avec la tragique faillite de l'épisode vietnamien, ils ont contribué, pendant quelques années, à un isolationisme américain qui fut très propice à cette expansion⁶.

5. La "finlandisation" est, très succinctement, le processus par lequel la réalisation de la puissance de Moscou amène ses voisins non communistes à acquiescer tacitement à l'agrandissement de l'empire soviétique, en retour de la tolération par Moscou de la survie dudit voisin. Voir à ce sujet, entre autres, l'excellent résumé de W. LAQUEUR, "Hollanditis: A New Stage in European Neutralism", (Août 1981), 72 *Commentary* 19.

6. Même aujourd'hui, cette tendance persiste. Ainsi, Lawrence Beilenson (que le Président Reagan qualifie de "bon ami") a publié en 1981 un livre, *Survival and Peace in the Nuclear Age*, dans lequel il prône carrément l'abandon de l'Europe et le repli des Américains dans une "forteresse nucléaire nord-américaine". Le prestigieux *Hudson Institute* a récemment endossé ce point de vue. La seule considération de cette option est de nature à accélérer le processus de "finlandisation" européenne.

La deuxième hypothèse est celle que l'ex-Chancelier allemand Schmidt a défendue lors de ses entretiens de 1981 avec le Président Brejnev. Elle seule aboutirait à un traité susceptible de diminuer les tensions internationales à long terme. Elle implique une modification du but fondamental de la politique étrangère soviétique; elle implique, surtout, que Moscou arrive à concevoir l'arme nucléaire comme garantie de paix dans l'esprit du Plan Baruch, et non plus comme outil d'impérialisme. Dans la mesure où Moscou décide que l'opinion publique occidentale ne croit pas en cette deuxième voie, celle-ci sera rejetée. Si Moscou conclut que les peuples de l'Occident pensent que "n'importe quel traité de contrôle est meilleur qu'aucun traité de contrôle", les conditions pour la négociation d'un accord productif seront inexistantes, et nous aurons fait un pas de plus sur le "Chemin de Versailles". C'est dans ce contexte que la bataille pour l'opinion publique européenne prend toute son importance.

II- Le dilemme de la confrontation intercontinentale

Dans la première partie de notre analyse, nous avons mentionné que la complexité de la question des armements nucléaires est telle que plusieurs s'y perdent, se réfugiant alors dans l'évidence que "le nucléaire tue, le désarmement pas". Par ce qui précède, nous espérons avoir amené le lecteur à réaliser que cette évidence ne résout pas pour autant le problème. Dans cette partie de notre étude, et dans celle qui la suit, nous allons considérer deux volets des négociations actuelles, soient les "armements nucléaires à longue portée" (intercontinentaux) et les "Armements nucléaires de théâtre" (basés en Europe). Pour chacun de ces volets, seront examinées, d'un oeil assez critique, les options préférées par l'Administration Reagan dans son effort pour amener Moscou à modifier ses politiques étrangère et militaire. Notre tâche sera facilitée par le fait que les données essentielles du problème peuvent être brièvement relatées, car elles ne font pas l'objet de litiges statistiques sérieux.

Certains concepts de base doivent en premier lieu être compris, notamment celui de la nécessité d'une posture défensive ("second-strike capacity").

L'idéologie essentiellement non agressive qui a présidé à l'établissement du système nucléaire américain après la deuxième guerre mondiale (voir la première partie de cette analyse) déterminait que celui-ci aurait une posture essentiellement défensive (i.e. qu'il serait utilisé pour riposter à une attaque soviétique antérieure, et non pas pour "démarrer" une guerre). Sans qu'il soit nécessaire d'insister *ad nauseam* sur ce point, nous nous contenterons d'indiquer qu'il démontre

l'essentielle fausseté de l'argument selon lequel il serait possible de cesser toute construction nucléaire, malgré l'expansion soviétique, puisque l'Occident possède déjà la capacité de détruire les villes de l'Est à plusieurs reprises. La fausseté, bien sûr, s'explique par la posture défensive des missiles occidentaux. Cette posture exige qu'ils puissent survivre à une attaque initiale soviétique. S'ils ne peuvent pas survivre à une telle attaque, ils ne conservent pas leur utilité. En d'autres termes, si les Soviétiques peuvent détruire les missiles américains, ils peuvent, lors d'une crise politique, *menacer* de déclencher une guerre nucléaire, et leur menace devra alors être prise au sérieux. Ceci ne signifie pas qu'une guerre nucléaire aurait effectivement lieu, seulement que sa menace deviendrait crédible. La crise politique en question serait alors vraisemblablement et "pacifiquement" résolue en faveur de Moscou. De cette manière, nous pourrions aller de crise en crise jusqu'à ce que l'Occident devienne totalement "finlandisé". Plusieurs croient que l'Occident s'exposait progressivement à cette menace entre 1972 et 1980, sous le vocable de "détente"⁷.

Le succès de la stratégie défensive américaine requiert donc que ses propres missiles nucléaires puissent être lancés, hypothétiquement, en cas d'attaque soviétique. Or, cette possibilité est actuellement douteuse. La fragilité stratégique qui en résulte se voit à l'examen des trois volets de la défense intercontinentale américaine.

Sur terre, les cinquante-deux (52) missiles *Titan*, (techniquement périmés, et de plus en plus dangereux pour les résidents environnants) et les mille (1,000) *Minuteman* (assez modernes et efficaces, mais immobiles comme les *Titan*) sont devenus vulnérables à une nouvelle génération de missiles *SS-18* soviétiques dont la force et, surtout, la précision sont étonnantes. La survie d'une partie importante de ces missiles américains, advenant une attaque soviétique, n'est plus assurée. *Dans l'air*, les vieux bombardiers nucléaires *B-52* sont démodés dans leur déploiement actuel, et leur capacité de pénétrer le RADAR soviétique est très problématique. Seules les forces nucléaires *marines* (sous-marins nucléaires) demeurent pleinement crédibles, mais elles souffrent d'un manque important de précision, qui les rend peu utiles pour la destruction d'objectifs militaires soviétiques. Bien sûr, lors-

7. Les "néo-conservateurs" américains voient en cette période une illustration éclatante du déclin de la suprématie du droit dans les relations internationales. Une perspective historico-stratégique à cet égard est celle de N. PODHORETZ, *The Present Danger*, New York, Free Press, 1981. Pour une analyse plus strictement juridique, vg. E. ROSTOW, "Is the U.N. Charter Going the Way of the League of Nations Covenant", in *The Ideal in Law*, Chicago, U. of Chicago Press, 1978.

qu'un seul élément de la "Triade" tient, la tâche des laboratoires soviétiques est bien définie. Qui plus est, lorsque l'imprécision de cet élément survivant de la "Triade" limite son usage à la destruction des grands centres de population, les risques d'escalation de toute "escarmouche" nucléaire sont considérablement augmentés.

Cette faiblesse stratégique n'est pas sans effet psychologique sur Washington lorsque vient le jour d'appuyer avec des gestes les condamnations morales d'agressions soviétiques. Le résultat (auquel nous avons fait rapidement allusion dans la première partie de notre analyse) en est triple:

- i) Les alliés, craignant l'impuissance (et éventuellement la perte de la protection) américaine⁸ protestent de moins en moins contre les agressions de Moscou;
- ii) Les Soviétiques se sentent capables d'entreprendre, sans énormes risques, de telles agressions classiques à différents endroits du globe;
- iii) Les Soviétiques sont peu incités à négocier des réductions sérieuses d'armements.

Il devient donc impératif pour la sécurité de l'Occident de renforcer la "Triade" américaine afin de contrecarrer ces tendances et rendre un réel contrôle des armements envisageable.

Que fait l'administration Reagan à cette fin? Elle encourage, dans un premier temps, les recherches "théoriques", surtout celles portant sur un éventuel bombardier qui serait invisible au RADAR soviétique (le bombardier "*Stealth*"). Nous ne nous y arrêtons guère dans cette analyse, car l'éventuelle construction des *Stealth* est hypothétique et lointaine. Dans un deuxième temps, l'administration Reagan désire solidifier l'élément le plus puissant de la "Triade" de défense intercontinentale en déployant quelques cinq cents missiles non ballistiques "*Cruise*" dans des sous-marins⁹. Cette initiative ne rectifie évidemment pas la faiblesse des deux autres éléments de la "Triade", et le

8. Depuis dix ans, le Laos, le Vietnam, et (tout récemment, semble-t-il) Taïwan ont été effectivement abandonnés, malgré les obligations légales des États-Unis à leur égard. Des pressions de plus en plus fortes sont actuellement exercées en faveur d'un semblable abandon du Salvador, du Guatemala, et d'Israël. Ce comportement (qui, encore une fois, est largement issu d'une faiblesse stratégique) n'est pas de nature à encourager les alliés européens à faire confiance à Washington.

9. Il s'agit des SLCM, ou "sea-launched cruise missile". Un missile est "ballistique" s'il a la trajectoire décrite par un arc. Un missile capable de "coller à la terre", i.e. de voyager comme le ferait un avion, est non ballistique.

missile *Cruise* soulève d'autres problèmes stratégiques que nous examinerons dans la Partie III de notre analyse.

Les deux principales initiatives de l'administration Reagan pour renforcer les volets faibles de la "Triade" sont, d'une part, le développement de cent (100) nouveaux bombardiers *B-1* (pour parer aux défaillances des *B-52*), et, d'autre part, le déploiement de cent (100) nouveaux missiles à base terrestre, les "*MX*".

Ces deux projets ne sont malheureusement pas à l'abri des critiques. Pour ce qui est du bombardier *B-1*, il faut mentionner que son immense coût dévie d'importantes sommes qui pourraient être consacrées à la production en grand nombre d'armements efficaces et moins dispendieux. De plus, le bénéfice apporté par le nouveau bombardier semble incertain. Le *B-1* est actuellement capable de percer l'écran anti-aérien soviétique, il est vrai. Mais ce gigantesque appareil ne sera opérationnel que vers 1987, et l'on prévoit que les Soviétiques pourront le rendre périmé vers 1990. En somme, soumettent les critiques, des dépenses extraordinaires seront nécessitées par le *B-1*, et ils n'achèteront que peu de temps à l'Ouest. Pour le même prix, disent-ils, il vaut mieux intensifier les recherches sur le fameux avion *Stealth*, pour avancer sa date de disponibilité (actuellement prévue pour le milieu des années '90). Les défenseurs du *B-1* répondent qu'en y attachant des missiles *Cruise* à base aérienne¹⁰, il sera possible de prolonger la vie utile des *B-1*; ceux-ci pourront alors lancer leurs missiles sans avoir à pénétrer dans l'espace aérien soviétique. À cet argument il est possible de répliquer que les *B-52* actuels pourraient, à un bien moindre coût, être modifiés pour pouvoir porter les missiles *ALCM*. Comme toute question de défense, celle-ci est complexe; néanmoins, il est possible de conclure, au moins provisoirement que le *B-1* ne renforcera pas suffisamment la "Triade" pour amener Moscou à négocier sérieusement le contrôle des armements.

Plus controversé encore que le *B-1* est le missile *MX*, du moins selon ses déploiements suggérés. Premièrement, il faut souligner que le *MX* semble être plus précis que les *Minuteman* ou *Titan* (ce dernier devrait être retiré aussitôt que possible, nous semble-t-il, car il constitue probablement un plus grand péril pour les populations voisines de ses bases que pour Moscou¹¹). De plus, avec dix têtes d'ogive¹² par

10. *ALCM*, ou "air-launched cruise missile".

11. Et la structure (coquille très fragile) et le carburant des *Titan* sont désuets. Plusieurs fuites radioactives, et quelques explosions (au Kansas et en Utah) ont déjà coûté des vies. Qui plus est, l'incidence du cancer près des bases *Titan* est anormalement élevée. Il en résulte une grande méfiance des populations

missile, le *MX* fournit une “force de frappe” impressionnante. Les doutes visent, non pas la puissance théorique des *MX*, mais leur utilité réelle selon la proposition Reagan.

Rappelons à ce sujet que la partie terrestre de la “Triade” s’est affaiblie depuis 1978, alors que les analystes ont conclu que la précision des missiles soviétiques était telle qu’une attaque pourrait éliminer la quasi-totalité des *Minuteman* et *Titan*¹³. Encore une fois, ce fait ne rend pas une attaque par Moscou probable, ou imminente. Plutôt, il constitue une brèche stratégique que Washington se devait de fermer dans le cadre de sa politique de “containment” (refoulement) des Soviétiques. Ce fut là le but du développement original du *MX*, et ce développement prévoyait que chacun des deux cents (200) nouveaux missiles serait continuellement et secrètement transporté entre 4600 bases souterraines (rendant sa destruction par les 308 *SS-18* russes statistiquement improbable, donc accomplissant la fonction stratégique de dissuasion défensive). Le Président Reagan, en plus de prévoir la construction de cent (100) *MX* seulement, voulait initialement les entreposer dans les silos fixes des *Minuteman* et *Titan*. Si ces silos étaient vulnérables pour les *Minuteman*, ils le sont aussi pour les *MX*. Il est vrai que l’on parle d’“endurcir” les silos, mais ce processus serait, de l’avis général, de très peu d’utilité en cas d’attaque. Consciente sans doute de ce problème, l’administration américaine a récemment proposé un déploiement concentré des *MX* à un seul site (projet “dense-pack”). Ce déploiement préserverait en théorie plusieurs missiles *MX* en cas d’attaque soviétique, car les premiers missiles russes, tout en détruisant certains *MX*, laisseraient un épais nuage radioactif qui anéantirait les missiles soviétiques qui suivraient. Les *MX* survivants, par contre, pourraient être lancés, et perceraient le nuage des-

environnantes vis-à-vis de tous missiles (et non seulement des *Titan*). L’Union Soviétique a déjà connu de bien pires catastrophes nucléaires, notamment l’explosion de Sverdlovsk, qui a anéanti trente communautés dans les années ‘50 et dont les retombées toxiques ont continué à tuer des centaines de gens aussi récemment qu’en 1979 (vg. le témoignage personnel du scientifique russe Zhores MEDVEDEV, *Kruschev: the Years in Power*, New York, Columbia U. Press, 1976, et la mise à jour d’Elizabeth POND, *From the Yaroslavsky Station*, New York, Universe, 1981). Il faut répéter, toutefois, qu’une presse et une opinion publique libres n’influent sur les politiques qu’aux États-Unis.

12. Dix *MIRV*, ou “multiple independently targeted re-entry vehicles”, sont le maximum permis sous le Traité mort-né Salt II.
13. Les recherches d’Edward LUTTWAK, du Centre d’Études Internationales et stratégiques de l’Université Georgetown sont très éloquentes à ce sujet. Pour un échantillon du travail de cet auteur prolifique, vg. *Strategy and Politics: Collected Essays*, New York, Transaction, 1982.

tructeur à cause de leur vitesse réduite de décollage. La fonction de dissuasion serait donc maintenue, *si* cette théorie non testable (dite, théorie de "fratricide") se confirmait. Malheureusement, les Soviétiques disposeront sous peu, semble-t-il, de missiles capables de "planer" au-dessus du nuage, détruisant les *MX* qui en sortiraient. Ce phénomène pose indirectement le problème des missiles antibalistiques, que nous aborderons *infra*. La Chambre des représentants américaine ayant, le 7 décembre 1982, refusé de débloquer les fonds nécessaires au projet "dense-pack", il est vraisemblable que l'administration Reagan revienne à son projet de déploiement initial.

À quoi serviront alors les nouveaux (et extrêmement dispendieux) *MX*? Encore, les perceptions et la psychologie sont très importantes. Moscou sait que la structure nucléaire américaine présuppose une posture défensive (i.e. la dissuasion par l'assurance d'une riposte américaine à une attaque soviétique). Washington prétend que cette posture est devenue précaire, mais voici que le nouveau et très puissant missile *MX*, tel que déployé, n'éliminera pas cette précarité. Pis encore, ce déploiement peut convaincre Moscou que Washington abandonne sa posture défensive, et projette maintenant *la dissuasion par une attaque préemptive*. Répétons: après une attaque soviétique, les États-Unis ne seraient pas sûrs de pouvoir disposer de missiles terriens. Donc, en allant de l'avant avec le projet *MX tel que modifié*, Washington envoie un signal à Moscou qu'une attaque initiale américaine est maintenant considérée. Ceci, bien sûr, ne fait qu'augmenter la motivation de Moscou d'attaquer la première afin de détruire le puissant *MX*. En temps de crise, de semblables perceptions contribueront à une atmosphère où chacun des États a intérêt à attaquer par surprise. Cette situation absolument précaire est incompatible avec la traditionnelle philosophie nucléaire américaine (voir la Partie I de cette analyse), et extrêmement périlleuse pour la paix mondiale. Vu dans ce contexte, les déploiements des *MX* suggérés par l'administration Reagan semblent totalement contre-indiqués.

Enfin, d'autres projets sont envisageables pour renforcer l'élément terrien de la "Triade", mais Washington n'a pas voulu s'y fier jusqu'ici. Mentionnons, entre autres:

- i) L'entreposage des *MX* sous la terre, à une profondeur où ils ne seraient pas détruits par les *SS-18*. Le grand inconvénient technologique de cette option est que des collines de débris créées par un *SS-18* laisserait le *MX* intact mais possiblement immobile (i.e. non lançable) dans son trou;
- ii) L'entreposage des *MX* dans des avions qui survoleraient continuellement les États-Unis. Ici, le principal problème

réside en la possibilité d'une attaque massive soviétique, qui (avec quelques milliers de têtes d'ogive) détruirait presque tous les avions dans l'espace aérien américain;

- iii) Le développement de systèmes de défense anti-missiles¹⁴. Cette option est exclue par le *Traité sur les ABM*, auquel sont parties les deux protagonistes. Ce traité doit être renouvelé en 1983, et Washington devra regarder de près l'opportunité de le réviser ou de l'abroger. (À première vue, l'on peut se demander pourquoi l'on a prohibé par traité la création d'appareils purement défensifs. Il faut réaliser cependant que le but du *Traité sur les ABM* était précisément de prévenir la guerre en rendant chaque super-puissance vulnérable à l'autre.)

En somme, le problème du conflit intercontinental consiste à inciter Moscou à négocier sérieusement une réduction d'armements. Ceci requiert de l'Ouest une position de force qui exclut toute possibilité d'une menace soviétique crédible. Nous verrons dans la dernière partie de cette analyse que ce problème paraît même plus inextricable en ce qui concerne le "théâtre européen".

III- Le dilemme des armements nucléaires européens: dissuasion ou "Euroshima"

À quelques occasions depuis le 30 novembre 1981, et à la grande joie des populations européennes, l'Américain Paul Nitze et le Soviétique Youri Kuitsinsky ont discuté à Genève de l'avenir des missiles du "théâtre européen". Il faut comprendre ces pourparlers dans le contexte de la problématique générale de l'affrontement nucléaire (Partie I). Il faut également et surtout réaliser que la disparition de l'avantage américain en matière de missiles intercontinentaux (Partie II) inquiète considérablement les dirigeants européens, qui voient qu'une attaque conventionnelle (i.e. non nucléaire) soviétique n'est plus exclue par la peur d'une riposte nucléaire américaine. Craignant que Washington ne provoquera pas l'holocauste pour sauver l'Europe, et qu'il en résultera une tentation d'agression à laquelle Moscou ne pourra structurellement résister, les dirigeants d'Outre-Atlantique ont réclamé depuis longtemps une "force de dissuasion" propre à leur

14. ABM, ou Anti-Ballistic Missiles. Il est technologiquement possible, par exemple, de placer en orbite des missiles non nucléaires capables de détruire les engins ballistiques nucléaires soviétiques pendant leur montée. Le taux d'efficacité estimé de cette défense est de l'ordre de 96%. Il est plus que vraisemblable que Moscou ne lancerait pas ses missiles ballistiques devant une telle probabilité de destruction.

continent. Cette réclamation fut d'ailleurs un important facteur dans le retrait de la France du système militaire coordonné de l'OTAN.

La présente bataille pour l'opinion publique européenne oppose la prétention soviétique que la "balance nucléaire européenne" existe actuellement, à la contre-prétention de l'OTAN (pour la première fois dans son histoire à des pourparlers de contrôle d'armements, Washington y représente officiellement le point de vue de l'Alliance atlantique, et non le sien propre) que cette égalité exige:

1) le retrait de missiles russes:

OU

2) l'installation de missiles *Cruise* en sol européen.

Dans cette troisième partie de notre analyse, nous désirons explorer cette question, avant d'examiner l'effet général des *Cruise* sur l'échiquier stratégique. Puisque les données visant le nombre de missiles concernés sont disponibles et généralement acceptés de part et d'autre (un fait qui en soi est extraordinaire), la première partie de notre but sera d'autant plus facilement atteinte.

1) La vraie balance des forces euro-stratégiques

La clé des armements nucléaires soviétiques dans le "théâtre européen", c'est le missile *SS-20*, que Moscou construit et déploie actuellement au rythme d'un par semaine¹⁵. Un missile *SS-20* porte trois ogives (MIRV), ou engins nucléaires. Chaque engin est d'une précision remarquable, d'une rapidité étonnante (10-15 minutes dans l'air suffisent), et d'une portée (6000 km) telle que n'importe quel pays d'Europe (jusqu'à et y compris l'Islande) peut être atteint. Le Président Brejnev a offert de déménager ces missiles à l'est des Oural *si* l'OTAN renonçait à tout déploiement euro-stratégique. Cette offre a séduit certains pacifistes naïfs, mais n'a pas été bien reçu dans les milieux informés, car elle cache le fait que, même de l'est des Oural, les *SS-20* peuvent atteindre l'Europe (sauf une partie du Portugal). Actuellement, approximativement 550 bombes nucléaires *SS-20* sont dirigées vers toutes les villes moyennes et importantes de l'Europe occidentale. Ces missiles sont très mobiles, et ne peuvent donc être les cibles d'autres missiles. Pour fins de comparaison, notons que l'OTAN

15. Les Soviétiques ont annoncé, pendant l'été de 1982, que ce déploiement serait ralenti, sinon cessé. Toutefois, la vérification au moyen de satellites a permis de confirmer l'installation continue des *SS-20*. Vg. p. ex., le reportage de l'agence Reuter, "D'autres *SS-20* à l'Ouest des Oural", *Le Devoir*, 2 juillet 1982, p. 2.

possède, à titre de missiles terre/terre européennes un *total* de 18 engins, immobiles, tous de la "force de frappe" française, avec une portée de 3000 km (la moitié de celui des SS-20) et une lenteur relative qui rend leur "probabilité d'arrivée" douteuse.

Aux SS-20 soviétiques, il faut ajouter 40 SS-5 (portée 4100 km) et 340 SS-4 (portée 1900 km). Ce sont là de plus vieux missiles, directement comparables aux 18 engins français. Enfin 65 missiles d'une portée de 1000 km peuvent également atteindre l'Europe à partir de leurs bases en Ukraine. En somme, les forces du Pacte de Varsovie possèdent approximativement 995 engins à base terrestre capable de dévaster tout l'Ouest de l'Europe. L'OTAN dispose d'exactly 18 missiles à base terrestre, comme on l'a vu. La France possède en plus 80 vieux missiles à base marine, et la Grande Bretagne 64 (dans les deux cas, 70% seraient trop inefficaces pour atteindre leurs cibles en cas de guerre¹⁶), pour un total occidental théorique de 162. Moscou a 39 missiles nucléaires sous-marins dirigés vers l'Europe actuellement.

Les avions sont beaucoup plus lents que les missiles ballistiques, et leur "probabilité de survie" en cas de crise est limitée. Leur importance psychologique pour des fins de "finlandisation" (Partie I) est donc moindre. Néanmoins, Moscou dispose de 1653 têtes d'ogive portées par ses bombardiers à utilisation strictement européenne (i.e. ceux ayant une portée entre 1600 km et 4000 km). Du côté de l'OTAN, il y a en Europe de l'Ouest 487 têtes d'ogive aériennes — l'on estime que seules 80 d'entre elles pourraient "arriver" en Union Soviétique.

Ces chiffres démontrent, bien sûr, qu'il n'y a pas de balance militaire euro-stratégique. L'avantage soviétique est écrasant. Pour les missiles les plus menaçants (ceux à base terrestre) le rapport est de plus de 50 à 1. Chacune des 995 bombes terrestres soviétiques livre, en moyenne, 15 fois plus de puissance destructrice que celle de Hiroshima. Si les foules européennes manifestent en panique, les chiffres permettent de comprendre cette panique. La politique de "containment" ne résistera pas longtemps à ce déséquilibre, surtout depuis que l'avantage compensatoire occidental dans le domaine intercontinental a été effacé (Partie II de l'analyse).

Pour rétablir un équilibre, et ainsi décourager les Soviétiques de toute agression conventionnelle en Europe¹⁷, l'OTAN projette l'instal-

16. Données tirées de *The Military Balance 1981/82*, du International Institute of Strategic Studies, Londres. Le président Brejnev ne disputait aucunement ces chiffres, qui sont généralement acceptés.

17. Les armées de terre du Pacte de Varsovie sont supérieures de 38% (en nombre) aux forces de l'OTAN sur le front européen. La supériorité quantita-

lation dans cinq pays de 108 missiles *Pershing* et de 464 missiles *Cruise* à base terrestre¹⁸. Il faut noter que le missile *GLCM* n'a qu'une portée de 2500 km, et requiert deux heures pour atteindre sa cible. Il faut noter, de plus, que l'installation de ces missiles ne détruiraient pas l'avantage soviétique (les *SS-20* mobiles peuvent détruire les missiles, immobiles, de l'OTAN). Pourquoi, alors, M. Brejnev orchestrait-il avec tant d'empressement la campagne publique contre les nouveaux missiles de l'OTAN? La réponse est simple: tout comme l'OTAN ne peut se défendre contre les *SS-20*, Moscou peut difficilement résister aux missiles *Cruise*.

2) Le problème des missiles *Cruise*

La technologie théorique de base des armes du genre "*Cruise*" existe, à Washington et à Moscou, depuis une génération. Toutefois, plusieurs innovations techniques au cours des années '70 ont permis aux Américains de développer un missile versatile et presque révolutionnaire. Les *Cruise* peuvent être basés à terre, en mer, ou dans un avion (voir Parties I et II). En plus des 464 *GLCM* qui pourraient fortifier l'OTAN, 300 *SLCM* et 3000 *ALCM* sont envisagés pour dissuader Moscou sur la scène intercontinentale. Les *Cruise* sont petits (moins de 6 mètres de longueur), ils déjouent entièrement le RADAR soviétique avec leur trajectoire non ballistique, ils ont l'auto-pilote ajustable en plein vol, et ils sont très précis.

Hélas, ce sont justement ces avantages qui créent le danger des *Cruise* dans un contexte de stratégie globale.

En effet, leur petite taille rend les *Cruise* facilement dissimulables et impossible à détecter par satellite-espion. Un *Cruise* peut être porté dans un camion, ou à bord d'un avion commercial. Même si Washington promettait de rapporter à Moscou les sites des *Cruise* dans le cadre d'un éventuel traité de contrôle d'armements, il serait impossible de convaincre les Soviétiques qu'une force secrète de *Cruise* ne serait pas

tive des chars est de 300%; de l'artillerie, 200%. Quant au nouveau "véhicule d'attaque" soviétique BMP, considéré généralement comme le meilleur au monde, il a, aux dires d'une analyse, "worked possibly the greatest military revolution since Genghis Khan. It has converted the infantry into cavalry. In the 1980's all the soldiers in the thirty crack Soviet divisions in Eastern Europe, and many of their Warsaw Pact counterparts, can now ride as they shoot. In operations they are programmed to advance 70 miles per day — a speed unprecedented for populated Europe, one which would have Soviet forces controlling all of West Germany in two days, all of France within a week". (POND, *op. cit. supra*, note 11, p. 177).

18. *GLCM* — "Ground-Launched Cruise Missile".

un jour constituée. Lorsque Moscou aura réussi à créer ses propres missiles *Cruise*, ce problème sera évidemment exacerbé. De la sorte, la technologie des *Cruise* fait échec aux traités de contrôle d'armements.

De plus, les *Cruise* sont, toute proportion gardée, assez peu chers. Il y a donc moins de chances que leur construction provoque un débat public houleux, comme ce fut le cas pour le missile *MX* ou le bombardier *B-1*. Il est possible d'envisager une véritable éclosion de *Cruise*, des deux côtés du Rideau de Fer; ces missiles seraient tous incontrôlables par traité. D'autres problèmes existent (ex. serait-il facile de voler un *Cruise*?, etc.) mais l'essentiel est le suivant: lorsque les deux protagonistes auront développé le *Cruise*, le concept qui soutient tout traité de contrôle d'armements — celui de vérifier les violations — sera hypothéqué.

* * * * *

Un traité de contrôle d'armements nucléaires constitue un acte juridique dont l'effet n'est *pas* toujours positif. Au contraire, nous pensons avoir démontré qu'un tel traité doit pour être efficace s'insérer dans une politique globale de défense. En ce sens, les négociations stratégiques actuelles représentent le point de jonction du Droit, de la Psychologie, et de la Physique. Il est souhaitable, essentiel même dans une démocratie, que les paramètres de ce problème complexe fassent l'objet d'un débat public. Mais il faut espérer, voire insister, pour que ce débat ne soit ni myope ni simpliste. Dans cette perspective, la lutte actuelle qui se livre pour les opinions publiques ouest-européenne et américaine est lourde de conséquences pour nous tous.